



UN PLAN POUR LA POPULATION



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO

Sous réserve de modifications

L'HONORABLE VICTOR FEDELI
MINISTRE DES FINANCES

2018
ALLOCATION

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Un plan pour la population : Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2018 – Allocution*, appeler au :

Demandes en français et en anglais :	1 800 337-7222
Téléimprimeur :	1 800 263-7776

Pour obtenir la version électronique du document, visiter notre site Web à : ontario.ca/enonceeco

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2018
ISSN 1499-5557 (Imprimé)
ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:
A Plan for the People – 2018 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement

INTRODUCTION

Monsieur le Président, nous avons l'honneur de présenter le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2018*.

Autrement dit et de façon plus concise...

Aujourd'hui, le gouvernement est fier de présenter les prochaines étapes de son Plan pour la population.

Il y a quelques mois à peine, notre gouvernement a reçu un mandat crucial de la part des particuliers, des familles et des propriétaires de petites entreprises de l'Ontario.

Sous le leadership du premier ministre Doug Ford, nous avons promis de rétablir la confiance entre le gouvernement et la population de l'Ontario.

Depuis notre élection le 7 juin dernier, nous avons mis beaucoup d'énergie à concrétiser nos engagements.

PLUS D'ARGENT DANS LES POCHESES DES CONTRIBUABLES

Monsieur le Président, nous avons promis que nous remettrons plus d'argent dans les poches de la population de l'Ontario.

Aujourd'hui, nous avons le plaisir de déclarer : Promesse faite. Promesse tenue.

La taxe sur le carbone liée au plafonnement et à l'échange a été officiellement supprimée. Et nous tenons à féliciter le ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs pour le leadership dont il a fait preuve dans ce dossier.

Quels sont les résultats?

Le prix du chauffage domestique a baissé.

Le prix de l'essence a diminué de plus de quatre cents le litre.

La famille moyenne économise déjà 260 \$ par année en frais de mazout et de gaz naturel, entre autres coûts.

En outre, les hausses d'impôt de 308 millions de dollars que le gouvernement précédent avait prévues dans le budget de 2018 pour les particuliers, les familles et les entreprises ont été stoppées net.

Notre gouvernement ne reproduira pas l'attaque du gouvernement fédéral contre les petites entreprises.

Cette mesure engendrera, à elle seule, des économies annuelles pouvant aller jusqu'à 40 000 \$ pour des milliers de petites entreprises en Ontario.

NETTOYER LE GÂCHIS DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

Monsieur le Président, nous avons promis que nous mettrions fin au gâchis du secteur de l'électricité.

Une fois de plus, le verdict est clair : Promesse faite. Promesse tenue.

Finie l'ère où les initiés des compagnies hydroélectriques empochaient des millions de dollars alors que les factures des familles augmentaient considérablement.

Sous la direction du ministre de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines, la *Loi sur l'énergie verte* a été abrogée.

Révolue l'époque où des projets fortement subventionnés de centrales éoliennes et solaires étaient imposés aux collectivités.

La résiliation de 758 contrats d'énergie renouvelable inutiles engendre 790 millions de dollars en économies pour les consommateurs d'électricité.

OUVERT AUX AFFAIRES

Monsieur le Président, nous avons promis que l'Ontario serait ouvert aux affaires.

Une fois de plus, la réponse est claire : Promesse faite. Promesse tenue.

Sous la direction de la ministre du Travail, nous avons présenté la *Loi pour un Ontario ouvert aux affaires* qui abrogera les parties destructrices d'emploi du projet de loi 148.

Par ailleurs, nous conservons les normes qui protègent les travailleurs vulnérables.

Nous réparons aussi le gâchis des métiers spécialisés qui a empêché les entreprises de trouver des travailleurs spécialisés et les jeunes de trouver un emploi dans les métiers spécialisés.

C'est pour cela que nous supprimons l'Ordre des métiers de l'Ontario.

METTRE FIN À LA MÉDECINE DE COULOIR

Monsieur le Président, nous avons promis que nous mettrions fin à la médecine de couloir.

Au nom de la ministre de la Santé et des Soins de longue durée, nous sommes fiers de pouvoir annoncer, à nouveau, que des progrès ont été réalisés : Promesse faite. Promesse tenue.

Nous ouvrons 6 000 lits de soins de longue durée dans des collectivités d'un bout à l'autre de la province.

Nous prévoyons la mise en place de 9 000 autres lits, qui seront attribués aux collectivités qui en ont le plus besoin.

En prévision de la saison de la grippe qui approche, nous investissons à l'heure actuelle 90 millions de dollars pour créer 1 100 lits dans des collectivités aux quatre coins de l'Ontario.

RÉTABLIR LA CONFIANCE ET LA RESPONSABILITÉ

Monsieur le Président, nous avons promis de rétablir la confiance et la responsabilité au sein du gouvernement.

Au nom du premier ministre, et de notre gouvernement tout entier, nous sommes heureux d'affirmer une fois de plus : Promesse faite. Promesse tenue.

Le meilleur exemple de la concrétisation de cette promesse est la façon dont nous gérons les livres du gouvernement.

Nous abordons les finances de l'Ontario tout comme la majorité des particuliers et des familles abordent leur propre budget.

Nous devons vivre selon nos moyens, rembourser nos dettes et dépenser judicieusement chaque dollar.

Nous croyons fermement qu'un gouvernement qui met de l'ordre dans ses finances est un gouvernement qui est véritablement au service de la population.

Il y a quelques semaines, notre gouvernement a rendu publics le rapport de la Commission d'enquête indépendante sur les finances et les résultats de notre examen détaillé des dépenses du gouvernement.

Les constats étaient très peu réjouissants.

Nous avons hérité du gouvernement précédent un déficit de 15 milliards de dollars.

Il s'agit d'une somme d'argent astronomique.

Quinze années de dépenses insouciantes et de mauvaise gestion ont laissé notre province extrêmement vulnérable au prochain ralentissement économique.

Cela était irresponsable.

C'est ce genre de raisonnement qui produit un endettement écrasant qui aurait éventuellement dévasté les hôpitaux, les écoles et le filet de sécurité sociale.

Pire encore, le gouvernement précédent s'est donné beaucoup de mal pour cacher l'ampleur du problème.

D'abord, il a tenté de masquer son déficit structurel au moyen de revenus ponctuels.

Ensuite, il a eu recours à des opérations hors livres afin de faire croire que le déficit était moindre que ce qu'il était en réalité.

Enfin, lorsque ces stratagèmes n'ont pas fonctionné, il a pris la décision délibérée d'enregistrer des déficits se chiffrant en milliards de dollars sans plan crédible pour rétablir l'équilibre budgétaire.

Compte tenu de ce bilan, je crois que nous tous, membres de cette chambre, devons une fière chandelle à la vérificatrice générale et à la Commission d'enquête indépendante sur les finances pour avoir porté ces abus à l'attention du public.

De même, j'aimerais féliciter les membres du Comité spécial de la transparence financière pour leur travail afin que ce genre d'abus ne se reproduise plus jamais dans notre province.

Dans le souci d'améliorer encore davantage la responsabilité législative, notre gouvernement propose de prendre des mesures pour étendre le champ de compétence et le mandat de la vérificatrice générale et de l'ombudsman de l'Ontario.

Monsieur le Président, la responsabilité est importante. Mais la responsabilité en soi n'est pas suffisante.

Nous devons réparer ce gâchis financier.

À cet égard, nous sommes heureux de signaler que notre gouvernement a pris des mesures immédiates pour atténuer le déficit structurel hérité de l'administration précédente.

Nous avons le plaisir d'annoncer que, grâce à l'intervention rapide de notre gouvernement, des économies de 3,2 milliards de dollars ont déjà été réalisées.

Nous avons agi immédiatement et accordons aux particuliers, aux familles et aux entreprises de l'Ontario un allègement fiscal de 2,7 milliards de dollars.

Et en quelques semaines seulement, nous avons réduit notre déficit de 500 millions de dollars, de sorte qu'il se situe maintenant à 14,5 milliards de dollars.

Nous avons certes fait des progrès, mais il reste encore beaucoup de travail à faire.

Notre gouvernement doit adopter une nouvelle orientation.

Nous rétablirons l'équilibre budgétaire selon un échéancier raisonnable, modeste et pragmatique.

Nous mettrons en place une stratégie efficace de réduction de la dette.

Nous renforcerons les mesures de transparence et de responsabilité financières enchâssées dans nos lois.

Nous ferons en sorte que chaque organisme du gouvernement offre ses services de façon efficace et utilise judicieusement l'argent des contribuables.

Que ce soit quelque chose d'aussi simple que se défaire des lignes terrestres pour les téléphones et les télécopieurs dans les bureaux du gouvernement, ou d'aussi important que la réorientation de l'Assurance-santé Plus vers les enfants qui en ont véritablement besoin, il existe mille façons de repenser le gouvernement.

Ne vous méprenez pas : après les 15 dernières années, la voie du retour à l'équilibre ne sera pas facile.

Néanmoins, nous mettons l'Ontario sur une voie qui rétablira sa santé financière, préservera les services essentiels et soutiendra les particuliers et les familles.

C'est le Plan pour la population que nous proposons et qui est une manière de gouverner véritablement équilibrée.

RESPECTER LES CONSOMMATEURS ET LES FAMILLES

Monsieur le Président, la position de notre gouvernement est sans appel.

Nous nous sommes engagés à rendre la vie plus abordable pour les particuliers et les familles ainsi qu'à remettre plus d'argent dans leurs poches afin qu'ils puissent prospérer.

En outre, personne d'autre en Ontario ne mérite davantage un allègement fiscal que les travailleurs à faible revenu.

Voilà pourquoi nous sommes fiers d'annoncer que notre gouvernement propose un nouveau crédit d'impôt pour les particuliers et les familles à faible revenu, ou CIPFR pour faire plus court.

Pour les travailleurs à faible revenu, c'est l'une des réductions d'impôt les plus généreuses en une génération.

Elle profitera à 1,1 million de travailleurs. La grande majorité des travailleurs à faible revenu qui touchent 30 000 \$ ou moins par année ne paiera aucun impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario.

Aucun.

Les particuliers pourront choisir d'utiliser ces économies pour payer leurs factures, leur épicerie ou n'importe quoi d'autre.

Nous invitons les membres de l'opposition, s'ils sont de cet avis, à voter pour le projet de loi que nous venons de déposer.

Pour de plus en plus de gens, les chances d'avoir un logement abordable s'amenuisent.

Si les particuliers et les familles ont de la difficulté à trouver un logement abordable, c'est tout simplement parce que l'offre de logements n'a pas suivi la demande.

En réponse, notre gouvernement s'est engagé à élaborer et à mettre en oeuvre un plan d'action sur l'offre de logements afin de s'attaquer aux obstacles qui nuisent à l'amélioration de l'accès à la propriété et de la location de logements.

Nous rétablirons également une exemption du contrôle des loyers, laquelle s'appliquera aux nouveaux logements locatifs afin d'augmenter l'offre de logements à l'échelle de la province.

Pour être d'une clarté limpide, le contrôle des loyers demeure en vigueur pour les locataires existants.

POUR UN ONTARIO OUVERT AUX AFFAIRES

Monsieur le Président, afin de payer les services qui nous tiennent à coeur, il nous faut un bilan et une économie plus robustes.

Nous devons créer un environnement où chacun peut démarrer une entreprise, la faire croître et créer des emplois ici même, dans notre province.

Plus tôt, nous avons abordé le sujet de la *Loi de 2018 pour un Ontario ouvert aux affaires* que nous avons proposée. Permettez-moi maintenant de présenter certaines des mesures que nous adopterons.

Abordons d'abord les formalités administratives.

C'est scandaleux que l'Ontario porte actuellement un fardeau d'environ 331 lois et de plus de 380 000 exigences réglementaires, tandis que la Colombie-Britannique arrive à se débrouiller avec moitié moins.

Le leader parlementaire du gouvernement et le ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce déploient actuellement des efforts pour éliminer les formalités administratives à l'échelle du gouvernement.

Nos efforts vont bon train.

Nous réduirons la paperasserie pour les entreprises de 25 p. 100 d'ici 2022.

Monsieur le Président, la prospérité doit atteindre chaque coin de notre province, ce qui inclut les collectivités rurales et celles du Nord de l'Ontario.

Nous travaillerons avec des partenaires du secteur privé à l'implantation de réseaux de gaz naturel et de réseaux à large bande dans un nombre encore plus important de collectivités rurales et éloignées.

De plus, nous procéderons enfin au développement du Cercle de feu. Finis les retards. Finies les tergiversations.

Notre gouvernement choisit plutôt de travailler directement avec ses partenaires des Premières Nations afin de produire les avantages attendus depuis si longtemps.

Nous mettrons également en place des ententes de partage des revenus découlant des richesses naturelles afin de créer une situation favorable pour tous, tant pour les villages du Nord et les communautés autochtones que pour les entreprises minières, forestières et des agrégats.

Monsieur le Président, notre gouvernement a décidé qu'il ne fera pas obstacle à tout projet qui transporterait du pétrole de l'Ouest du Canada à l'Ontario ou à la côte est du pays.

Nous sommes heureux d'annoncer que l'Ontario donnera l'exemple.

Afin de promouvoir l'intérêt national, nous abandonnons unilatéralement notre droit de veto sur la construction d'un pipeline interprovincial sur notre territoire.

Il est temps que nous travaillions tous ensemble dans notre grande nation et construisions ces pipelines!

TAXE FÉDÉRALE SUR LE CARBONE

Monsieur le Président, nous avons actuellement un gouvernement fédéral à Ottawa déterminé à imposer, à tout prix, une taxe sur le carbone à la population de l'Ontario.

Peu importent les préoccupations que le premier ministre Trudeau entend de la part des personnes âgées, des familles et des petites entreprises, il est déterminé à faire payer la population de l'Ontario.

L'Ontario est fier de se joindre à une coalition de plus en plus grande de provinces canadiennes qui s'opposent au cadre relatif à la taxe fédérale sur le carbone, coalition qui inclut la Saskatchewan, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick.

Le premier ministre ontarien a clairement indiqué qu'il a l'intention de lutter contre la taxe sur le carbone avec tous les outils dont il dispose, y compris les contestations judiciaires.

Nous tenons à féliciter la procureure générale pour son rôle de premier plan dans la lutte contre la taxe sur le carbone, aussi bien en Saskatchewan qu'ici même en Ontario.

Et aujourd'hui, nous sommes fiers de faire part des prochaines étapes prévues et des prochains outils que nous utiliserons dans cette lutte.

Notre gouvernement envisage activement tout un train de mesures de transparence qui fera en sorte que toutes les personnes de l'Ontario soient informées de ce qu'elles paient au titre de la taxe sur le carbone fédérale, chaque fois qu'elles paient leur facture de chauffage ou chaque fois qu'elles font le plein.

Nous avons l'intention d'informer les gens sur le montant exact que le gouvernement fédéral prend dans leurs poches.

CONCLUSION

En conclusion, l'état actuel des finances de l'Ontario est une source de préoccupations importantes.

En raison des dépenses irréflechies et de la mauvaise gestion du gouvernement précédent, les particuliers, les familles et les entreprises de l'Ontario ont hérité d'un fardeau financier sans précédent.

Le gouffre financier est profond.

Le chemin à parcourir ne sera pas facile et nécessitera la prise de décisions difficiles.

Partout dans la province, nous devons tous, sans exception, faire des sacrifices.

En revanche, cette situation présente aussi l'occasion d'adopter des réformes et de transformer la manière dont le gouvernement offre ses services à la population.

Le chemin tracé est clair et c'est pour cela qu'il est important de rester fermes dans notre décision de poursuivre dans la voie de la rigueur financière afin de rétablir l'équilibre budgétaire.

Nous acceptons de nous serrer la ceinture maintenant, sachant que cela fournira aux gens de la présente génération et des générations futures l'avenir sûr et prospère qu'ils méritent.

Nous vous assurons que notre gouvernement n'oubliera jamais pour qui il se bat ici entre ces quatre murs.

Nous défendons, et défendrons toujours, la population.

Merci.